EUROPEAN COMMISSION
HEALTH & CONSUMER PROTECTION DIRECTORATE-GENERAL

Directorate E - Food Safety: plant health, animal health and welfare, international questions
Director

Brussels, 23.04.2003
SANCO E3/LT/mar D(2003) 530778

Subject: Administrative units - Regionalisation

Dear Dr. Sheesley,

As agreed in the meeting of the EC/US JMC Animal Health Technical Working Group on 6 March 2003, please find attached the original information received by France (in French) and the translated version into English, concerning the identification of the jurisdictional level (administrative units) that France intends to put forward for regionalisation purposes in accordance with Article 6 of the EC/US Veterinary Agreement.

I would be grateful if you could transmit it to the relevant USDA/APHIS services in order to consider it in the framework of the ongoing ruling process as laid down in the final rule 9 CFR Parts 71, 92, 93, 94, 98, and 130 [Docket N° 98-090-5], published in the CFR on 7 April 2003.

Yours sincerely,

Alejandro Checchi Lang
(*Signed*)

Enclosures: 2

C.c.: Ms. Justina Torry, US Mission to the EU

Dr. Dan J. Sheesley
Counsellor
US Mission to the EC
Bd du Régent 40, bte 3,
B-1000 Bruxelles

Bcc.: Ms Charlotte Hebebrand, EC Delegation, Washington

Note à la Commission européenne pour transmission à l'USDA/APHIS

A l'attention de Monsieur Checchi-Lang

Références :

- Groupe de travail technique santé animale de l'accord UE/USA
- Réunion du 6 mars 2003 à la Commission européenne

Objet : Unité administrative de base française

Lors de la réunion du groupe de travail technique santé animale de l'accord UE/USA qui s'est tenue à la Commission européenne le 6 mars 2003, la délégation française a proposé **la commune comme unité administrative de base pour la régionalisation de la France en cas d'apparition d'une épizootie**.

Cette proposition s'appuie sur le droit fondamental français (Code général des collectivités territoriales et Code rural) comprenant les articles législatifs suivants :

Art. L. 2212-1 du Code général des collectivités territoriales	**Le maire est chargé, sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le département, de la police municipale,** de la police rurale **et de l'exécution des actes de l'Etat qui y sont relatifs.**
Art. L. 2212-2 du Code général des collectivités territoriales	**La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment : [ ]** **5° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires**, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, **les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties,** de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure ; **[ ]**
Art. L. 2215-1 du Code général des collectivités territoriales	**La police municipale est assurée par le maire, toutefois :** **1° Le représentant de l'Etat dans le département peut prendre, pour toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles, et dans tous les cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques. Ce droit ne peut être exercé par le représentant de l'Etat dans le département à l'égard d'une seule commune qu'après une mise en demeure au maire restée sans résultat ;** **[ ]** **3° Le représentant de l'Etat dans le département est seul compétent pour prendre les mesures relatives à l'ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publiques, dont le champ d'application excède le territoire d'une commune.**
Art. L223-1 du Code rural	**Les maires avisent d'urgence le préfet de tous cas d'épizootie qui leur seraient signalés dans le territoire de la commune. Ils peuvent prendre les mesures provisoires qu'ils jugent utiles pour arrêter la propagation du mal.**
Art. L223-6 du Code rural	**Le maire, dès qu'il a été prévenu, s'assure de l'accomplissement des prescriptions mentionnées à l'article L. 223-5 et y pourvoit d'office, s'il y a lieu.** **Aussitôt que la déclaration prescrite par l'article L. 223-5 a été faite ou, à défaut de déclaration, dès qu'il suspecte la maladie ou en a connaissance, le maire s'assure de la visite de l'animal ou de l'autopsie du cadavre par le vétérinaire sanitaire. Le cas échéant, il y fait procéder sans retard. Ce vétérinaire constate et, au besoin, prescrit la complète exécution des dispositions de l'article L. 223-5 et les mesures de désinfection immédiatement nécessaires. Il donne, d'urgence, communication au maire des mesures qu'il a prescrites, et, dans le plus bref délai, adresse son rapport au préfet qui prend, s'il est nécessaire, un arrêté de mise sous surveillance en cas de simple suspicion de maladie réputée contagieuse ; cet arrêté peut entraîner l'application des mesures énumérées aux 1°, 4°, 5°, 6° et 7° de l'article L. 223-8.**
Art. L223-8 du Code rural	**Après la constatation de la maladie, le préfet statue sur les mesures à mettre en exécution dans le cas particulier. Il prend, s'il est nécessaire, un arrêté portant déclaration d'infection remplaçant éventuellement un arrêté de mise sous surveillance. Cette déclaration peut**

entraîner, dans le périmètre qu'elle détermine, l'application des mesures suivantes :
1° L'isolement, la séquestration, la visite, le recensement et la marque des animaux et troupeaux dans ce périmètre ;
2° La mise en interdit de ce même périmètre ;
3° L'interdiction momentanée ou la réglementation des foires et marchés, du transport et de la circulation de tous les animaux d'espèces susceptibles de contamination ;
4° Les prélèvements nécessaires au diagnostic ou aux enquêtes épidémiologiques ;
5° La désinfection des écuries, étables, voitures ou autres moyens de transport, la désinfection ou même la destruction des objets à l'usage des animaux malades ou qui ont été souillés par eux, et généralement des objets quelconque pouvant servir de véhicules à la contagion ;
6° L'obligation de détruire les cadavres ;
7° L'interdiction de vendre les animaux ;
8° L'abattage des animaux malades ou contaminés ou des animaux ayant été exposés à la contagion ;
9° Le traitement ou la vaccination des animaux.
Un décret en Conseil d'Etat détermine celles de ces mesures qui sont applicables suivant la nature des maladies.

La France étant un Etat centralisé, le pouvoir de décision en matière de gestion des épizooties relève directement du ministre chargé de l'agriculture (chef des services vétérinaires à la direction générale de l'alimentation).

Le pouvoir d'application dans les départements des décisions adoptées au niveau central relève du préfet (direction départementale des services vétérinaires) et des maires qui sont chargés au nom de l'Etat français de la « sécurité et la salubrité publiques dans leur commune ».

Par conséquent, les mesures de régionalisation prises par les autorités françaises en cas d'apparition d'une épizootie se réfèrent à la commune comme unité de base.

Note to European Commission for transmission to USDA/APHIS

For the attention of Mr Checchi-Lang

References:

- EU/USA Animal Health Agreement Technical Working Party
- Meeting of 6 March 2003 at European Commission

Subject: Basic French administrative unit

At the meeting of the EU/USA Animal Health Agreement Technical Working Party held at the European Commission on 6 March 2003 the French delegation proposed **the commune as the basic administrative unit for the zoning of France should an epizootic occur.**

This proposal rests on basic French law (*Code général des collectivités territoriales* (CGCT)/General Code for Territorial Administrative Units; *Code rural* (CR)/Rural code) as embodied in the following Articles:

Art. L. 2212-1 of CGCT — **The Mayor (*maire)* is responsible, under the administrative supervision of the State's representative in the Department (*département)* for communal policing,** rural policing **and execution of the acts of State relating to these**

Art. L. 2212-2 of CGCT — **The purpose of communal policing is to ensure good order, public safety and public health. This involves in particular: [ ]**
5. forestalling by precautionary action and combating by emergency action the impact of accidents, disasters and pollution of all types (such as fires, floods, breaches in dykes, landslides, rock falls, avalanches and other natural accidents, **epidemic or contagious diseases, epizootics**) and of urgently providing all assistance and help and if necessary notifying the superior level of administration of the need for action on its part;
[ ]

Art. L. 2215-1 of CGCT — **The Mayor is responsible for seeing that communal policing is carried out. However:**
1. The representative of the State in the Department may, in respect of several or all of its communes in all cases in which the communal authorities have not taken the necessary action, take all action required for maintenance of public health, safety and tranquillity. He may not exercise this right in the department in regard to a single commune until after the Mayor has failed to take appropriate action following a formal notification to do so;
[ ]
3. The State representative in the Department is the only person authorised to take action in regard to public order, safety and health, the scope of which exceeds the area of one commune.

Art. L223-1 of RC — **Mayors shall immediately notify the Prefect of all epizootic cases in the area of the commune brought to their attention. They may take provisional action that they consider will help stop the disease from spreading.**

Art. L223-6 of RC — **The Mayor shall as soon as he has been notified make sure, taking any necessary official action, that the instructions mentioned in Article L223-5 are followed.**
As soon as the declaration required under Article L. 223-5 has been made or, if it has not, as soon as he suspects or knows about the presence of the disease, the Mayor shall have the animal examined by or its cadaver dissected by the sanitary veterinarian. If necessary he shall ensure that action is taken without delay. The veterinarian shall determine and as appropriate prescribe what must be done in full execution of the provisions of Article L. 223-5 and what disinfecting action is immediately necessary. He shall as a matter of urgency notify the Mayor of the action he has prescribed and immediately send his report to the Prefect, who shall if necessary issue a surveillance order if the case is one of simple suspicion of the presence of contagious disease. This order may entail execution of action as specified at 1, 4, 5, 6 and 7 of Article L. 223-8.

Art. L223-8 of RC — **After the disease has been found to be present the Prefect shall decide what action is to be taken in the case. He shall if necessary issue an order declaring the presence of infection that replaces any surveillance order already issued. This declaration order may impose the**

following within a perimeter that it determines:
1. isolation, examination, enumeration and marking of the animals and flocks within the area;
2. isolation of the area;
3. a temporary prohibition or special rules applying to fairs and markets and the transportation and movement of all animals of species liable to contamination;
4. the taking of samples required for diagnostic or epidemiological investigation purposes;
5. disinfection of stables, byres, vehicles and other means of transport and disinfection or even destruction of objects used by the sick animals or that have been soiled by them and generally of any objects likely to serve as vehicles of infection;
6. an obligation to destroy the cadavers;
7. a prohibition on selling animals;
8. slaughtering of sick or contaminated animals or animals that have been exposed to infection;
9. treatment or vaccination of animals.
A decree in Council of State shall determine which of the above are applicable depending on the nature of the disease.

As France is a centralised State the power of decision in management of epizootics falls directly to the Minister responsible for Agriculture (Head of Veterinary Services in the Directorate-General for Food).

The power of execution in the Departments of the decisions adopted at central level falls to the Prefect (Departmental Veterinary Services Directorate) and to the Mayors, who are charged in the name of the French State with " public safety and health in their communes".

In consequence the zoning measures adopted by the French authorities should an epizootic appear will use the commune as basic unit.